L'alternance incertaine

René Lasserre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/240>

DOI : 10.4000/rea.240

ISBN : 978-2-8218-0840-9

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2005

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « L'alternance incertaine », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 72 | juillet 2005, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/240> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.240>

L'alternance incertaine

Non sans lucidité et courage, Gerhard Schröder a tiré les conséquences de la nouvelle défaite politique essuyée aux élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie et demandé la dissolution du *Bundestag*, ouvrant la voie à des élections fédérales anticipées en septembre. Les électeurs sont ainsi appelés à désigner au plus tôt la majorité politique qu'ils chargeront de poursuivre la politique de réformes dont le pays a besoin. L'issue politique du scrutin est d'autant plus incertaine que les contours des politiques proposées tardent à se dessiner clairement. L'alternance est ouverte, mais elle est incertaine.

La situation économique du pays appelle pourtant une nouvelle donne politique qui définisse enfin un cap de politique économique clair. La conjoncture se consolide en dépit de l'incertitude énergétique et de la parité fluctuante de l'Euro et pourrait enfin se débrider si la coalition qui sortira des urnes pouvait s'accorder sur des choix résolus de stabilisation financière, de dérégulation des marchés et de flexibilisation salariale.

Les autres réformes structurelles, déjà largement engagées par le gouvernement Schröder, pourraient également trouver un nouvel élan. Les ambiguïtés plus ou moins volontairement maintenues de la politique de l'emploi devraient être enfin levées et permettre à la réforme Hartz IV de prendre son plein effet. Le même constat vaut pour la politique énergétique dont nous dressons un bilan dans le présent numéro : la nouvelle loi sur l'énergie, adoptée il y a un an, est parvenue à un compromis satisfaisant entre l'impératif de compétitivité et celui de la lutte contre le réchauffement de la planète. Reste que ce compromis ne sera économiquement tenable qu'à la condition de réviser sérieusement le dogme initial de la coalition sortante : celui de l'abandon du nucléaire dont l'échéance devrait se voir durablement repoussée.

Dans le domaine de la protection sociale, le bilan de la politique Schröder est loin d'être négligeable, car elle a très largement contribué à éclairer les voies de la réforme et à déblayer le terrain avec les acteurs sociaux. En témoigne la démarche constructive d'IG Metall, qui trouve son expression dans nos colonnes avec un texte d'orientation en 11 points sur l'Etat social. Se plaçant ainsi comme de coutume à l'avant-garde du mouvement syndical, IG Metall sort de la logique classique de la sauvegarde des droits acquis pour promouvoir une approche globale et différenciée de la protection sociale. Cette ouverture, fortement marquée de « nouveau réalisme », devrait pouvoir offrir du « répondant » à une coalition gouvernementale résolue à aller de l'avant et à trouver un équilibre durable des régimes sociaux.

Le dialogue devrait être toutefois beaucoup plus délicat sur la question de la cogestion qui, à son tour, fait irruption sur l'agenda des réformes. C'est en particulier le dispositif de la loi de 1976 qui garantit une représentation des salariés à parité de sièges et avec voix délibérative dans les conseils de surveillance des grandes sociétés qui est au centre de la discussion. Le bilan contrasté que nous en dressons met en évidence une série d'inadaptations justifiant quelques réaménagements en profondeur que le gouvernement Schröder n'a pas entrepris, de crainte de heurter de front un partenaire syndical déjà fortement malmené par ailleurs. Sur ce terrain, les voies du changement s'annoncent

très étroites, toute surenchère libérale risquant de cristalliser l'opposition farouche d'états-majors syndicaux sur la défensive et arc-boutés sur leurs leviers d'influence.

Pourtant, dans le contexte d'une compétition globale qui intègre aussi bien les processus de production, les circuits de financement que les systèmes nationaux de régulation, l'adaptation des cadres juridiques qui régissent l'entreprise est elle aussi une nécessité. Faute de quoi, la réactivité et la dynamique d'innovation des entreprises risque d'être entravée, en particulier dans leur capacité à se positionner sur les activités nouvelles qui déterminent leur avenir. L'état des lieux que nous dressons des performances allemandes dans le secteur des TIC montre que le développement de ces dernières s'appuie sur des savoir-faire éprouvés et sur un potentiel extrêmement diversifié. Dans ce secteur comme dans d'autres, la compétitivité allemande est indiscutablement solide et ne demande qu'à être relayée par un cadre politique et économique plus porteur qui libère l'initiative et stimule le marché.

La véritable alternance n'est donc que subsidiairement une affaire de rapport de forces entre partis, mais bien celle de la capacité de ces derniers à se rejoindre et à se déterminer sur un cap qui conduise enfin à la refondation de l'économie de marché.

René Lasserre
(15-07-05)